

# LA VOIX DU PEUPLE

## NOUVELLES DU JOUR

**PARIS, 26 FÉVRIER.**

### BANQUE DE FRANCE.

Le conseil général de la Banque de France vient de souscrire la somme de cent mille francs pour les blessés et les familles des victimes des dernières journées.

### AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

Le gouvernement provisoire arrête :  
La chambre des députés est dissoute.

Il est interdit à la chambre des pairs de se réunir.

Une assemblée nationale sera convoquée aussitôt que le gouvernement provisoire aura réglé les mesures d'ordre et de police nécessaires pour le vote de tous les citoyens.

Paris, le 24 février 1848.

LAMARTINE,

ministre provisoire aux affaires étrangères.

LEDRU-ROLLIN,

ministre provisoire à l'intérieur,

LOUIS BLANC, secrétaire.

### AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

Le gouvernement provisoire arrête :

Il est interdit aux membres de l'ex-chambre des pairs de se réunir.

Paris, le 24 février 1848.

DUPONT (de l'Eure),

président provisoire du conseil.

LAMARTINE,

LEDRU-ROLLIN,

AD. CRÉMIEUX,

ministre provisoire à la justice.

MARIE,

ministre provisoire aux travaux publics.

ARAGO,

ministre provisoire à la marine.

Tout ce qui concerne la direction des beaux-arts et des musées, autrefois dans les attributs de la liste civile, constituera une division du ministère de l'intérieur.

Le jury chargé de recevoir les tableaux aux expositions annuelles sera nommé par élection.

Les artistes seront convoqués à cet effet par un prochain arrêté.

Le salon de 1848 sera ouvert le 15 mars.

LEDRU-ROLLIN.

Le colonel Damoulin, ancien aide-de-camp de l'empereur, est chargé du commandement supérieur du Louvre et de la surveillance particulière de la bibliothèque du Louvre et du musée national. M.

Félix Bouvier lui est adjoint.

Le 24 février.

Par délégation du gouvernement provisoire :

Le gouvernement provisoire de l'instruction publique,

CABROT,

ministre provisoire de l'instruction publique.

LAMARTINE, AD. CRÉMIEUX.

Le gouvernement provisoire nomme M. St-Amand, capitaine de la 1<sup>re</sup> légion, commandant du Palais des Tuileries.

Fait à l'Hôtel de Ville, le 24 février 1848.

Les membres du gouvernement provisoire,

AD. CRÉMIEUX, GARNIER-PAGÈS, maire de Paris, LEDRU-ROLLIN, DUPONT (DE L'EURE).

Le gouvernement provisoire, informé que quelques militaires ont déserté et remis leurs armes, donne les ordres les plus sévères dans les départements, pour que les militaires qui abandonnent ainsi leur corps, soient arrêtés et punis selon la rigueur des lois.

Jamais le pays n'eut plus besoin de son armée pour assurer au dehors son indépendance et au dedans sa liberté. Le gouvernement provisoire avant de faire appel aux lois, fait appel au patriotisme de l'armée.

Pour le gouvernement provisoire,

GARNIER-PAGÈS, LAMARTINE.

Le gouvernement provisoire arrête :

24 bataillons de garde nationale mobile seront immédiatement recrutés dans la ville de Paris.

L'enrôlement commence dès aujourd'hui, à midi, dans les 12 mairies d'arrondissement où se trouvera son domicile.

Ces gardes nationales recevront une solde de 1 fr. 50 par jour, et seront habillés et armés aux frais de la patrie.

Le ministre de la guerre est chargé de se concerter avec le commandant-général des gardes nationales de la Seine, pour l'organisation, la prompte instruction et l'armement des susdits bataillons.

Hôtel-de-Ville, 25 février, 7 heures du matin.

Signé : GARNIER-PAGÈS, maire de Paris.

LAMARTINE.

Le Gouvernement de la République française s'engage à garantir l'existence de l'Ouvrier par le travail ;

Il s'engage à garantir du travail à tous les citoyens ;

Il reconnaît que les ouvriers doivent s'associer entre eux pour jouir du bénéfice légitime de leur travail.

Le Gouvernement provisoire rend aux Ouvriers, auxquels il appartient, le million qui va échoir de la liste civile.

GARNIER-PAGÈS,

Maire de Paris.

LOUIS BLANC,

L'un des Secrétaires du Gouvernement provisoire.

La garnison du fort de Vincennes vient de reconnaître le gouvernement de la République. Toutes les troupes envoient leur adhésion au mouvement qui emporte la France.

A chaque instant le gouvernement provisoire de la République reçoit des villes et des populations les témoignages les plus vifs de sympathie à la victoire et à la cause du Peuple.

Signé : Les membres du Gouvernement provisoire de la République :

Dupont (de l'Eure), Lamartine, Garnier-Pagès, Arago, Marie, Ledru-Rollin, Crémieux, Louis Blanc, Marrast, Flocon, Albert (ouvrier).

Certifié conforme : Le représentant du Peuple pour le premier arrondissement.

LA CHATRE.

La forteresse du Mont-Valérien s'est rendue après cinq heures de résistance.

### COMMUNICATIONS DU MINISTÈRE

#### DE L'INTÉRIEUR.

Dans la plupart des ministères des mesures ont été prises pour qu'aucune branche du service n'éprouve d'interruption, et pour organiser sans délai tout ce qui est à organiser.

Le ministère de l'intérieur a adressé une circulaire aux préfets pour les inviter à proclamer immédiatement le gouvernement républicain et à l'informar des dispositions qu'ils auront prises.

Des ordres ont été nouvellement donnés pour que tous les condamnés politiques soient rendus à la liberté. On a donné l'ordre de remettre à chacun d'eux la somme nécessaire pour rentrer dans sa famille.

Des ordres sont donnés pour l'armement régulier de toute la population de Paris. Les citoyens qui ne font pas partie de la garde nationale seront, en attendant une organisation définitive, formés en bataillons ; ils choisiront eux-mêmes leurs officiers.

M. Ledru-Rollin s'est installé ce matin au ministère de l'intérieur en vertu du gouvernement, qui le nomme ministre provisoire. Immédiatement il s'est occupé de l'expédition des affaires, et la plus importante de toutes, en ce moment, le rétablissement de l'ordre. Il est secondé par M. Andryane et par M. Billiard, ancien préfet, qui, cette fois comme après la révolution de 1830, remplit les fonctions de secrétaire général. Tous les chefs de service ont été appelés ce matin auprès du ministre, et des ordres sévères ont été donnés pour constater la présence de tous les employés.



Vers midi, un rassemblement s'est porté à l'hôtel du ministère et est parvenu à s'en faire ouvrir les portes. Il demandait des armes. M. Ledru-Rollin est sorti et a harangué cette foule tumultueuse : « Mes amis, a-t-il dit, je viens d'apprendre qu'un attroupement se portait à l'Ecole-Militaire pour s'emparer des armes et de la poudre qui s'y trouvent.

L'UN DES AUDITEURS : On fait bien.

LE MINISTRE : On fait mal par deux raisons : D'abord, parce qu'il y a une quantité considérable de poudre. Avec ce qui s'y trouve, on pourrait faire sauter une partie de Paris, et vous ne voulez pas que la capitale soit exposée à un semblable malheur.

On fait mal encore, parce que cette poudre vaut de l'argent ; elle nous a servi hier à conquérir notre liberté, elle nous sera peut-être nécessaire dans quelque temps pour la défendre sur la frontière. Il faut donc la garder soigneusement, et je vous demande de vous rendre à l'Ecole militaire pour veiller sur ce précieux dépôt (Oui, oui ! Allons !)

Où me disait tout à l'heure que vous vouliez aller à Vincennes parce qu'il y a des fusils ; mais ces fusils, il faut, comme la poudre, les garder pour nous défendre quand il en sera besoin... Si on vous les remettait aujourd'hui ils seraient bientôt disséminés, et un grand nombre seraient perdus. Il n'y a aucun danger qu'en s'en empara pour les employer contre nous ; vous pouvez avoir toute sécurité sur ce point.

Un homme que vous connaissez, Flocon, s'est rendu à Vincennes avec une mission du gouvernement, et il ne laissera entrer dans le fort, personne qui puisse s'emparer des armes. Allez donc, comme je vous le demandais tout à l'heure à l'Ecole-Militaire, veillez sur un autre dépôt non moins précieux.

Je vous y accompagnerais, si je n'avais à me rendre à l'Hôtel-de-Ville pour m'occuper, avec mes collègues, du gouvernement provisoire, de l'organisation d'une garde nationale mobile, dont nous aurons peut-être bientôt besoin.

Après ce discours, le rassemblement s'est dirigé vers l'Ecole militaire, sous le commandement de l'Ecole polytechnique.

Monsieur le ministre des finances vient d'adresser aux agents et comptables de tout grade de l'Administration des finances la lettre suivante :

« Paris, le 25 février 1848.

« Monsieur, le gouvernement provisoire vient de me confier la direction de l'administration des finances. En acceptant cette position, je crois faire acte de dévouement et de bon citoyen ; c'est aussi, je n'en doute pas, ce que la France doit attendre des agents et des comptables du ministère des finances. En dehors des luttes et des passions, vous y avez été mêlés moins que tous autres. Que cette position reste la vôtre. Faites preuve de la même droiture et de la même exactitude à remplir vos fonctions, et tous vous pouvez compter sur mon concours et mon appui.

« Je compte aussi sur vous et sur votre dévouement à la France.

« Recevez, monsieur, l'assurance de mon attachement et de ma considération distinguée.

« Le ministre des finances,

« MICHEL GOUDCHAUX. »

La cour de cassation a rendu aujourd'hui, sur l'invitation du ministre de la justice et conformément aux réquisitions de M. le procureur général Dupin, un arrêt portant que la justice serait désormais rendue au nom du Peuple français.

La cour a ordonné que cet arrêt serait immédiatement transcrit sur ses registres.

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que la Banque a prorogé l'échéance des effets échus ou à échoir du 22 au 28, jusqu'au 5 mars ; ceux échéant le 28 février ne seront exigibles que le 10 mars.

Le directeur général provisoire des postes fait savoir aux habitants de Paris que le service n'a pas été interrompu, que les malles sont parties, et que les mesures sont prises pour qu'elles arrivent régulièrement.

Les citoyens sont invités à prêter aide et protection à tous les agents des postes qui circuleront dans Paris.

Le directeur général provisoire des postes,  
ETIENNE ARAGO.

Les diamans de la couronne ont été transportés au trésor.

Napoléon disait à Sainte-Hélène :  
AVANT CINQUANTE ANS, L'EUROPE SERA  
COSAQUE OU RÉPUBLICAINE.

## DÉPARTEMENTS.

Des personnes qui arrivent de Rouen nous apprennent que M. le général Castellane, commandant de la division militaire, est gardé à vue par la garde nationale.

Les troupes restent dans leurs casernes ; elles sont entièrement favorables à la cause du peuple.

Des gardes nationaux veillent au débarcadère du chemin de fer pour empêcher le désordre. Les nouvelles de Paris étaient attendues à Rouen avec la plus vive émotion, et toutes celles qui annonçaient les succès du peuple parisien étaient accueillies avec enthousiasme.

Une dépêche télégraphique de Rouen, arrivée aujourd'hui, annonce que la plus grande tranquillité règne dans cette ville et que l'esprit public y est excellent.

Ce matin, le feu qui couvait sous les décombres provenant de l'incendie de papiers jetés par les fenêtres du Palais-Royal s'est réveillé avec intensité, et a menacé le palais ; les citoyens se sont mis à la chaîne pour porter de prompts secours avec cet entraînement qui n'appartient qu'au peuple parisien. — Nous apprenons que le feu est éteint.

Le Gouvernement provisoire vient de prendre des mesures pour l'approvisionnement de Paris.

Les bouchers de Paris sont requis de mettre à la disposition des chefs de poste de la garde nationale, dans la proportion qui sera convenue entre eux et les chefs de poste de chaque quartier, et en échange de bons de paiement qui lui seront remboursés à l'Hôtel-de-Ville, la viande destinée à la nourriture des citoyens armés.

La distribution en sera faite par lesdits chefs qui feront accompagner la viande par des hommes sous leurs ordres.

Un ordre semblable a été donné aux boulangers, qui devront fournir le cinquième de leur fabrication.

M. Arago, ministre de la marine, a proposé au gouvernement provisoire de nommer l'amiral Baudin, commandant de l'escadre de Toulon. Cet excellent choix a été ratifié et l'amiral est aussitôt parti.

M. Emmanuel Arago part pour Lyon et va y proclamer la république.

Le gouvernement provisoire a à sa disposition deux cents millions déposés à la banque.

Le trésor des Taileries, tous les fonds, toutes les valeurs trouvées au château, ont été transportés au ministère finances.

Hier vendredi, à sept heures un quart seulement, un élève de l'école polytechnique apportait au commissaire de police spécial l'ordre de rouvrir la Bourse comme de coutume ; mais ce fonctionnaire étant absent, les portes purent être ouvertes qu'à deux heures.

Aujourd'hui la reprise des opérations aura lieu à l'heure ordinaire.

ARRÊTÉS ET AVIS PLACARDÉS AUJOURD'HUI SUR LES MURS DE PARIS.

Citoyens !

Le gouvernement provisoire déclare que le gouvernement actuel est le gouvernement républicain, et que la Nation sera appelée immédiatement à ratifier par son vote la résolution du gouvernement provisoire et du peuple de Paris.

Signé : Lamartine,

Crémieux,

Ledru-Rollin,

Garnier-Pagès,

Dupont (de l'Eure),

Marie.

On dit que les réfugiés polonais vont demander au gouvernement provisoire l'autorisation de former une légion qui s'appelleront *Légion polonaise*.

On dit que l'ex-roi Louis-Philippe en arrivant sur le sol d'Angleterre est mort d'une attaque d'apoplexie foudroyante.

Dépêche télégraphique. La Belgique est en pleine insurrection.

Imprimerie de J. FREY, rue Croix-des-Petits-Champs, 25.